

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
16 juin 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 15 juin 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 14 juin 2021, que vous adresse le Ministre pakistanais des affaires étrangères, Makhdoom Shah Mahmood Qureshi, au sujet de la situation dans le Jammu-et-Cachemire illégalement occupé par l'Inde (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Munir Akram



Annexe à la lettre datée du 15 juin 2021 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

La présente lettre fait suite à mes lettres précédentes des 1^{er}, 6, 13 et 26 août, 16 septembre, 31 octobre et 12 décembre 2019, des 9 mars, 10 avril, 21 mai, 1^{er} août, 18 septembre et 20 novembre 2020, ainsi que du 1^{er} février 2021 au sujet de la situation dans le Jammu-et-Cachemire illégalement occupé par l'Inde.

Depuis les mesures illégales et unilatérales prises le 5 août 2019 pour perpétuer son occupation illégale du Jammu-et-Cachemire et en changer l'identité cachemirienne distincte, l'Inde mène une campagne massive de répression, marquée notamment par des violations flagrantes et systématiques des droits humains – commises en toute impunité par une force d'occupation de plus de 900 000 soldats – pour étouffer les revendications de liberté des Cachemiriens et imposer son joug par la force à la population du territoire occupé.

Les mesures adoptées par l'Inde dans le Jammu-et-Cachemire illégalement occupé ont été rejetées avec force et vigueur tant par le peuple du Jammu-et-Cachemire que par le Gouvernement et le peuple pakistanais. Aussi est-il gravement préoccupant que, comme l'indiquent certaines informations, l'Inde envisage d'imposer de nouvelles mesures illégales et unilatérales dans le Jammu-et-Cachemire illégalement occupé, notamment la division et la dislocation du territoire occupé et la modification de sa composition démographique.

Au cours du siège militaire, qui dure maintenant depuis plus de 22 mois, des centaines de Cachemiriens ont été tués, le plus souvent dans de prétendus « accrochages » où de jeunes Cachemiriens innocents présentés comme des terroristes sont exécutés sommairement. Plus de 3 700 Cachemiriens ont été blessés, près de 15 000 ont été arrêtés arbitrairement, des centaines ont été torturés et des châtiments collectifs ont été infligés sous forme de destruction gratuite de quartiers et de villages entiers.

La quasi-totalité des dirigeants du Cachemire sont soit détenus dans des prisons et des centres de détention surpeuplés, soit assignés à résidence. Il en est ainsi de l'ensemble des cadres de l'Hurriyat, des dirigeants âgés et malades comme Syed Ali Shah Geelani, Yasin Malik et Asiya Andrabi. De ce fait, M. Ashraf Sehrai, vétéran de la politique cachemirienne et Président du Tehreek-e-Hurriyat, est mort en détention en Inde le 5 mai 2021.

D'après certaines informations, en pleine pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), du matériel essentiel pour sauver des vies, notamment des kits et des bouteilles d'oxygène, a été délibérément détourné du Jammu-et-Cachemire illégalement occupé par l'Inde au profit de différentes régions du pays.

Pour empêcher le peuple cachemirien d'exercer son droit à l'autodétermination – qui lui a été promis par les résolutions du Conseil de sécurité –, le Gouvernement indien a mis en place dans le territoire occupé des règles de résidence et des lois foncières visant à convertir la majorité musulmane en majorité hindoue. Les autorités indiennes ont délivré illégalement plus de 3,4 millions de faux certificats de domicile dans le Jammu-et-Cachemire illégalement occupé par l'Inde en vertu des « Règles de 2020 (Procédure) concernant l'octroi d'un certificat de résidence au Jammu-et-Cachemire ».

La tentative faite par les autorités indiennes d'imposer une nouvelle réalité démographique dans le Jammu-et-Cachemire illégalement occupé par l'Inde constitue une violation manifeste du droit international, notamment de la Charte des Nations Unies, des résolutions applicables du Conseil de sécurité et de la quatrième Convention de Genève.

Dans ses résolutions 91 (1951) et 122 (1957), le Conseil de sécurité a déclaré que « la convocation d'une assemblée constituante dans les conditions recommandées par le Conseil général de la "Conférence nationale de l'ensemble de l'État de Jammu et Cachemire", ainsi que toutes les mesures que cette assemblée pourrait s'efforcer de prendre pour déterminer la structure et les associations futures de l'ensemble de l'État de Jammu et Cachemire ou d'une partie quelconque dudit État, ne constitu[ai]ent pas des moyens propres à régler le sort dudit État conformément au principe [du plébiscite] mentionné ci-dessus ».

Soyons très clairs : toutes les mesures unilatérales et illégales prises par l'État indien dans le Jammu-et-Cachemire illégalement occupé par l'Inde depuis 1951, y compris à partir du 5 août 2019, et tout changement unilatéral que ce pays pourrait imposer à l'avenir, constituent des violations du droit international, y compris des résolutions du Conseil de sécurité et de la quatrième Convention de Genève, et sont *ipso facto* nulles et non avenues.

Le Pakistan désire entretenir des relations pacifiques avec tous ses voisins, Inde comprise. Un règlement juste du différend relatif au Jammu-et-Cachemire, conforme aux résolutions applicables du Conseil de sécurité et respectueux des aspirations du peuple cachemirien, est indispensable à une paix et une stabilité durables en Asie du Sud.

L'accord conclu en février 2021 entre les directeurs généraux (opérations militaires) du Pakistan et de l'Inde en vue de la mise en œuvre intégrale de l'accord de cessez-le-feu de 2003 le long de la ligne de contrôle traduisait la volonté du Pakistan d'éviter une dangereuse escalade et de prévenir la perte de vies civiles innocentes visées par l'Inde le long de la ligne de contrôle. Le Secrétaire général s'est félicité de cette mesure, la qualifiant d'étape positive et disant espérer y voir un moyen d'approfondir le dialogue.

Par ses actions illégales et unilatérales du 5 août 2019, l'Inde a entaché les perspectives de dialogue. Il lui revient par conséquent de créer un climat propice à un dialogue axé sur les résultats. De son côté, le Conseil de sécurité doit s'acquitter de l'obligation qui est la sienne d'assurer la pleine application de ses résolutions garantissant l'exercice du droit des Cachemiriens à l'autodétermination. Le Conseil doit également demander à l'Inde de mettre fin à sa campagne de répression dans le Jammu-et-Cachemire qu'elle occupe illégalement, de revenir sur toutes les mesures illégales qu'elle a prises, y compris à partir du 5 août 2019, et de cesser d'imposer tout changement unilatéral dans le territoire occupé.

(Signé) Makhdoom Shah Mahmood **Qureshi**